

**Programme de formation-recherche du CIERA
(Centre interdisciplinaire d'études et de recherche sur l'Allemagne)
« Représentations des conflits et construction de la paix »**

*Université Lumière Lyon 2 (Anne-Marie Saint-Gille) ; Université Paris IV-Sorbonne (Jean-Paul Cahn) ; Université
Toulouse 2 Le Mirail (Françoise Knopper)*

**Compte rendu de l'atelier du 13 mai 2006 :
« Culture de guerre » et « Culture de paix »**

Lieu: université de Paris IV – Sorbonne
(Centre universitaire Malesherbes)

Discutants : Rémy Cazals (Toulouse) et Klaus-Jürgen Müller (Hambourg)

Véronique Dallet-Mann (Université de Pau et des Pays de l'Adour) a tout d'abord présenté une intervention intitulée : **De l'appel au « refus de l'amour et du mariage » en mai 1849 au « débat sur la grève des ventres » en Allemagne en 1913 : stratégies de l'impuissance ou appropriations du corps féminin comme enjeu stratégique ?** dont voici un résumé :

L'objectif de cet exposé n'est pas de mettre en lumière de nouvelles sources ou de nouveaux éléments sur l'appel au « refus de l'amour et du mariage » en mai 1849, d'une part, et le « débat sur la grève des ventres » en Allemagne en 1913, d'autre part, mais bien plutôt de rapprocher et de mettre en relation ces deux gestes de femmes entrées en opposition avec les formes dominantes de comportement. Le « refus de l'amour et du mariage » et la « grève des ventres » mettent tous deux en jeu l'amour et le corps, domaines définis en particulier au tournant du XVIII^e et du XIX^e siècle par les théoriciens de la « philosophie des sexes » comme féminins par essence, la femme face à l'Etat, la femme et l'homme dans le couple, dans une période de tensions socio-politiques et de conflit armé lors de la révolution de 1848-49 en Allemagne, d'une part, et la période précédant immédiatement la 1^{ère} guerre mondiale, de l'autre. De même, tous deux sont à l'évidence et ont été lus à l'époque comme des manifestations, des moments de résistance de la part des femmes, à des époques où les enjeux de la guerre et de la paix sont prédominants. Dans la comédie d'Aristophane *Lysistrata*, les femmes, une fois convenu entre elle le « refus de l'amour et du sexe », s'enferment au Capitole, c'est-à-dire au cœur du pouvoir : Si l'amour et le mariage, le corps et la sexualité semblent revêtir un caractère privé, quel(s) lien(s) entretiennent-ils avec le pouvoir dans le couple et la société ? Que révèlent ces deux phénomènes de l'évolution de la situation des femmes dans l'espace public/privé et de l'évolution des mentalités ?

I. Le « refus de l'amour et du mariage » en mai 1849 et le « débat sur la grève des ventres » en 1913 : les faits et les enjeux

1. 1849 ou « l'appel des femmes et des jeunes filles allemandes »

Dans le journal fondé par Louise Otto *Dem Reich der Freiheit werbe ich Bürgerinnen* (« Au service du règne de la Liberté, je recrute des citoyennes») en 1849, auquel contribuent de nombreuses femmes de tous milieux, conformément au souhait de sa fondatrice, paraissent dans le numéro 6 du journal, en date du 26 mai 1849, deux « déclarations de femmes allemandes du Nord et du Sud ». Ce sont deux appels à refuser d'aimer ou d'épouser quiconque s'engagera dans l'armée de la « tyrannie de princes ennemis du peuple » et aura pris les armes contre les combattants de la Liberté et de la nation allemande.

2. 1913 : « Kriegstüchtig sei der Mann und gebärtüchtig das Weib »

Le débat met en jeu les termes suivants qui interagissent dans le « débat sur la grève des ventres » (*Gebärstreikdebatte*) : « recul des naissances » (*Geburtenrückgang*), « moyens de contraception » (*Verhütungsmittel*), « grève des ventres » (*Gebärstreik*), « obligation de procréation » (*Gebärzwang*). Au

tournant du siècle, un phénomène préoccupe les esprits, en particulier au niveau de l'Etat, c'est celui du « recul des naissances » (cf Ludwig Kessel, 1913 : « Un spectre hante l'Europe : le spectre du recul des naissances. »). Ce recul des naissances, qui met en évidence un changement de comportement dans le prolétariat, est imputé à la socialdémocratie : c'est un sujet politiquement brûlant. Le terme de « grève des ventres » émane de Marie Huot, qui la préconise, lors d'une conférence prononcée en septembre 1892. Ce concept avait cours dans milieux anarchistes et anarcho-syndicalistes, ligues néomalthusiennes comme la « Ligue pour la régénération humaine » de Paul Robin d'Humbert et liait explicitement le refus de procréer au rejet du militarisme. Au nombre des facteurs de déclenchement du débat sur la « grève des ventres » en Allemagne en 1913, figure l'obligation faite aux médecins de remplir un questionnaire sur leurs patientes, moyen indirect de repérer les avortements. Julius Moses et Alfred Bernstein, médecins militants et membres du SPD, provoquent en réaction un débat qui se tient en public en août 1913 et dans la presse social-démocrate. Ses principaux moments sont deux réunions publiques, qui attirent une affluence record et un grand nombre de femmes. S'y affrontent les positions des deux médecins (« qualité » du prolétariat plus grande si les familles sont moins nombreuses, « grève des ventres » comme facteur de santé publique, moyen de promotion de la lutte des classes et d'action au service de la révolution), des dirigeants du SPD qui, femmes et hommes confondus, lui sont hostiles (recul des naissances comme simple symptôme de la gènérescence du capitalisme, « quantité » du prolétariat préférable à sa « qualité » pour la lutte des classes, sexualité comme affaire privée). Le public manifeste pour sa part bruyamment son hostilité aux positions officielles du parti.

3. Les différences :

Soulignons les difficultés méthodologiques de l'analyse, liées aux sources, rares et/ou peu axées sur l'engagement des femmes. Les différences sont sensibles entre les deux évènements. En 1849, ce sont des femmes de la bourgeoisie, en 1913, du prolétariat, qui sont concernées. Si l'initiative publique est bel et bien féminine en 1848, elle semble être davantage masculine en 1913, mais nombreux sont les témoignages qui attestent la forte implication féminine. Autre différence, le positionnement des femmes par rapport à l'évènement : en 1848, il s'agit d'un geste de soutien au combat des hommes ; en 1913, les femmes sont actrices centrales de la « grève des ventres » et peu mobilisées, semble-t-il, par la question du militarisme. Si la réception de l'appel de 1848 rencontre un écho limité, en 1913, le scandale est patent, le débat vif au sein du SPD et il est suivi d'un débat sur le §184 au Reichstag. Les deux actions divergent enfin dans leur motivation : en 1849, c'est le soutien à la révolution qui anime les femmes ; pour 1913, deux interprétations coexistent, qui mêlent geste révolutionnaire et revendication du droit des femmes à l'autodétermination (*Selbstbestimmung*).

II. Deux phénomènes de transgression et de résistance féminine

1. « L' éternel féminin » en rupture de ban en 1849 et en 1913

La « vocation » (*Bestimmung*) exclusive de la femme est celle d'« épouse, mère et maîtresse du foyer », (cf Fichte et Campe) : cette définition de la féminité comme strictement complémentaire de la masculinité détermine les images de la féminité qui marquent les mentalités tout au long du XIX^e siècle -et au-delà. Les femmes sont soumises à un véritable dressage, à un corsetage au propre et au figuré. La femme est mise au service de l'homme et de la reproduction, pour garantir l'équilibre de la société. La femme ne dispose que d'une autonomie très limitée, qu'elle exerce uniquement au sein du foyer (cf Fichte, théorie de la « mise sous tutelle sexuelle » ou *Geschlechtsvormundschaft*). La maternité est centrale dans la définition de la féminité, reprise et élargie par les tenants du féminisme bourgeois modéré, dans la seconde partie du XIX^e siècle, à la société toute entière, sous la forme de la « maternité intellectuelle » (*geistige Mütterlichkeit*) qui caractériserait l'action de la femme dans la société. Or voilà que, loin de ne vivre que pour et par l'amour et d'attendre passivement d'être désirée et sollicitée par l'homme ou d'attendre au sein du foyer le retour du guerrier, les femmes revendiquent en 1849 de choisir l'homme qu'elles aimeront et épouseront, ou de se refuser à un homme indigne à leurs yeux, c'est-à-dire de tenter d'avoir prise sur la guerre et la paix, ainsi que de refuser d'avoir des enfants en surnombre en 1913. Elles renversent ainsi les pôles actif/passif.

2. La « femme publique »

De même, les femmes passent outre les limites de la sphère privée pour agir de manière publique : dans les deux cas, il s'agit d'une transgression de la *Geschlechtsvormundschaft*, puisqu'elles font usage de leur libre arbitre, de leur autonomie et de leur volonté. En 1848, elles prennent la plume : c'est ainsi que l'appel au « refus de l'amour et du mariage » en mai 1849, d'abord placardé, est publié dans la *Frauen-*

Zeitung. Cette démarche est donc marquée par la volonté de devenir actrices dans le domaine public, en s'exposant ainsi en pleine lumière et en faisant parler d'elles, ainsi que par le souhait de constituer une opinion publique féminine qui influe sur l'espace public. Les organes de presse se font le relais des actions féminines (constitution de « clubs de femmes », collectes et actions publiques de soutien aux combattants, manifestations symboliques du deuil et du souvenir, activités sur les barricades, les *Freischärlerinnen* prennent les armes dans les groupes armés ; certaines femmes combattent même comme soldats, en cachant leur féminité). En 1913, si le scandale est si grand, c'est que la question « intime » de la sexualité, devenue visible, s'expose au vu et au su de tous et, pire encore, de toutes : Alma Wartenburg, seule femme à avoir appelé à la « grève des ventres », brise un tabou en parlant publiquement de la sexualité, lors de réunions d'information sur les méthodes contraceptives dès 1911. Or l'homme s'est employé à établir tout au long du XIX^e siècle sa maîtrise sur le corps de la femme. Lors du débat en août 1913, des associations de femmes prolétaires se font entendre et manifestent leur désaccord avec la ligne du parti, se réappropriant ainsi leur corps. Ce que révèlent ces deux moments, c'est la volonté de jouer un rôle politique dans les affaires de la Cité, d'influencer le cours de la guerre ou de la paix. Ainsi s'effectue le renversement du positionnement idéologique et social des deux sexes.

III Stratégie(s) de l'(im)puissance ?

1. 1848 : une transgression « féminine »

Si transgression il y a, elle est en accord avec les images féminité : les formes d'action, d'organisation collective et de résistance des femmes en 1848 reprennent le plus souvent les modes d'action tolérés socialement pour elles : fleurissement des tombes (fonction de vestale, devoir de deuil et de mémoire), bals, confection d'écharpes, de vêtements ou de charpie pour les combattants, fonction d'infirmière dans les combats, fonction éducative (transmission de l'idéal républicain par l'éducation des enfants). Ce qui s'exprime là, c'est « la signification symbolique du Féminin dans la grammaire sociale de la protestation » (Carola Lipp) : symbolique de fiancée, noces de la liberté, éducatrice de futurs citoyens libres, veuve entretenant le souvenir de l'époux héroïque. Dans cette mesure, l'action, l'entrée en résistance féminine n'est que transgression partielle, puisqu'elle reste conforme au rôle social. S'accomplit alors une forme de récupération sociale, puisque il y a nécessité symbolique de faire correspondre au courageux combattant de la liberté, la « vierge » héroïque, pour opposer au tyran solitaire le couple citoyen. L'on peut toutefois parler de jeu avec la transgression et d'une stratégie de protection, car les femmes jouent habilement de l'une des images de la féminité, celle de « compagne » de l'homme, pour justifier leur présence au combat.

2. 1913 : une transgression plus radicale

Ce que la « grève des ventres » met en lumière, c'est aussi une stratégie de subversion consciente et habile des images de la féminité : ainsi assiste-t-on ici au renversement et à l'utilisation au profit des femmes des images de la maternité à des fins de protection de son corps et de contraception. Des images de la féminité souffrante, passive, soumise au désir de l'homme et peu sujette au désir elle-même, la femme tire argument pour se soustraire à la procréation et s'approprier le contrôle de la sexualité. De même, en s'appuyant sur l'image de la femme prolétaire peu engagée, peu politisée, les femmes peuvent revendiquer davantage de temps pour s'impliquer dans le combat politique et se libérer de tâches familiales et domestiques asservissantes. Néanmoins, le « débat sur la grève des ventres » est également caractérisé par sa récupération par la socialdémocratie : la « grève des ventres » est instrumentalisée à des fins de combat politique et mise au service de la lutte des classes.

3. Des effets tangibles

En 1913, l'effet politique du débat est incontestable, dans la mesure où le SPD en tire argument pour s'opposer au renforcement de la pénalisation du recours aux moyens de contraception, lors du débat qui a lieu au Reichstag sur cette question, sous la devise « Contre l'obligation de procréer » (*Gegen den Gebärzwang*), manière habile de tenter de récupérer les adeptes de la « grève des ventres » sans les suivre sur ce terrain. La transgression et la résistance sont en 1849 et en 1913 bien réelles. Elles se mesurent aux réactions souvent extrêmes, tant dans l'idéalisation que dans la diabolisation, qu'elles suscitent : en 1849, les femmes combattantes ou manifestantes sont vilipendées, traînées dans la boue (« amazone », « hyène », prostituée). Ainsi Anna Wartenburg est-elle accusée d'être « plus dangereuse qu'un animal sauvage ». Dans le « débat sur la grève des ventres », la confrontation entre l'intérêt des femmes et celui des hommes, sur le terrain de la sexualité, est très nette : certaines assertions ou réactions masculines signalent à l'évidence que la « grève des ventres » est ressentie comme une menace pour la sexualité et le

plaisir masculins. Si les femmes affirment leur droit à disposer de leurs corps, c'est en effet un pan du pouvoir que la société accorde aux hommes sur les femmes qui risque de céder. Enfin, en 1913, le scandale se mesure à l'afflux de participants et à la virulence du débat dans la presse et au sein du SPD, qui témoignent des efforts pour contrôler ce qui est considéré comme une dérive inquiétante : ainsi le préfet Traugott von Jagow songe-t-il à interdire les réunions aux femmes et aux mineurs. De manière comparable, la transgression commise par les femmes qui participent au débat public se traduit par exemple par la « loi sur les associations et la presse » de 1850 (*Vereins- und Pressegesetz*), qui assimile de fait les femmes à des êtres mineurs, deux catégories auxquelles est désormais interdite toute action associative ou publicitaire. En effet, si la transgression féminine est ressentie comme particulièrement dérangeante, c'est que, selon la définition de la féminité fondée en droit et en nature, la résistance féminine est aussi une remise en question de l'ordre naturel, sur lequel est fondée la société bourgeoise. Dès lors que le travail féminin de la reproduction est défini comme un acte d'amour, alors le refus d'accomplir ce travail ne peut s'interpréter que comme un acte contre la nature, une transgression d'ordre éthique.

Le « débat sur la grève des ventres » prolonge symboliquement le geste de résistance de 1849 à 1913, puisqu'au refus de l'amour et du mariage succède le refus de la maternité. La gradation est importante : elle traduit une exposition grandissante du corps et de la sexualité et une affirmation croissante du libre arbitre et l'expression d'une résistance spécifiquement féminine. Le rôle politique, stratégique et militaire de la maternité est particulièrement frappant si l'on rapproche le débat d'août 1913 de l'idéal de la féminité véhiculé par l'idéologie nazie, indissociable de la maternité. De manière plus générale, les années 70 et le combat des femmes pour le droit à l'avortement font écho à ces deux formes de résistance féminine : entre « L'Etat pourra bien faire toutes les lois qu'il voudra contre le recul des naissances, la femme doit rester malgré tout maîtresse de son propre corps. Le droit de se protéger contre les naissances lui revient, même contre la volonté de son mari ! (Alma Wartenburg) » et « mon corps m'appartient », la parenté n'est-elle pas flagrante ? Dès lors, le « spectre de la grève des ventres », évoqué dans les sociétés développées à l'orée du XXI^e siècle, est-il démarche individuelle, résistance collective des femmes à une société peu favorable à la maternité conjuguée à l'exercice d'une profession ou fantasme lié à la peur du déclin et à l'image d'une femme qui a la maîtrise de son corps ?

Eléments de bibliographie

GABRIEL (Nicole), « Des berceaux aux tranchées : les enjeux du débat sur la " grève des ventres " de l'été 1913 en Allemagne », 1989, 147, 87-104. In : *Le Mouvement Social*.

BERGMANN, Anna, « Die Gebärstreikdebatte 1913 in Berlin », in: Karin Hausen (Hg.), *Frauen suchen ihre Geschichte*, München (1983).

Ute Gerhard/E. Hannover-Drück/R. Schmitter (Hg.). « Dem Reich der Freiheit werbe ich Bürgerinnen ». *Die Frauenzeitung von Louise Otto*, Ffm, 1980.

GRUBITSCH Helga/Cyrus Hannelore, Haabusch Elke, *Grenzgängerinnen. Revolutionäre Frauen im 18. Und 19. Jh. Weibliche Wirklichkeit u männliche Phantasie*, Düsseldorf, 1985.

LIPP, Carola, *Schimpfende Weiber u patriotische Jungfrauen. Frauen im Vormärz und in der Revolution 1848/49*, Moos u Baden-Baden, 1986.

HAUSEN, Karin, « Öffentlichkeit u Privatheit. Gesellschaftspolitische Konstruktionen u die Geschichte der Geschlechterbeziehungen. » In : Ders./Heide Wunder (Hg.), *Frauengeschichte – Geschlechtergeschichte*. (Geschichte der Geschlechter I.), Ffm/NY, 1992, S. 81-88.

HONEGGER, Claudia, Bettina Heintz,(Hg.), *Listen der Ohnmacht. Zur Sozialgeschichte weiblicher Widerstandsformen*, Ffm, 1984.

PROKOP Ulrike, *Weiblicher Lebenszusammenhang. Von der Beschränktheit der Strategien u Unangemessenheit der Wünsche*, Ffm, 1977.

Francis Ronsin. *La grève des ventres, propagande néo-malthusienne et baisse de la natalité française*, Aubier Montaigne, 1980.

La discussion qui a suivi l'exposé de Véronique Dallet-Mann a mis en évidence les points suivants :

On peut distinguer deux étapes de l'émancipation: une première évolution politico-culturelle (1849) puis une évolution biologique et sociale (1913) et se demander s'il n'y pas entre les deux un « synchronisme du non-synchronisme ». On peut aussi s'interroger sur les possibilités d'action dans un contexte social et un discours fortement masculinisés.

D'autres cas sporadiques de grève des ventres ont également été mentionnés, par exemple en 1902 dans la circonscription électorale de Mazamet ou en Anjou au lendemain de la Seconde Guerre mondiale à l'instigation d'un curé, sans oublier les appels en provenance du front pour que les femmes interviennent contre la guerre.

Il serait enfin possible d'envisager un troisième volet intégrant la période de l'entre-deux-guerres: Helene Stöcker, cofondatrice avec Kurt Hiller du groupe des pacifistes radicaux, revendique alors le droit à l'objection de conscience, poursuivant ainsi un combat pour la dignité de l'homme et de la femme, c'est à dire pour le droit à disposer de son corps en temps de guerre comme en temps de paix.

La seconde intervention de la journée, **Entre deux paix: mobilisations et démobilisations dans *La Nouvelle Revue française*, 1914-1925**, fut celle de Yaël Dagan, qui a présenté les résultats de sa thèse de doctorat, récemment soutenue à l'EHESS.

Voici, sous forme de résumé, l'essentiel des positions présentées :

Problématique

La problématique de la *démobilisation culturelle* émerge naturellement de l'étude des aspects culturels de la guerre. Son étude vise à éclairer le processus de sortie culturelle de la guerre afin de mesurer le poids de la guerre dans l'après-guerre ainsi que de décroisonner la guerre en la réintégrant dans le cours de l'histoire. L'étude des démobilisations culturelles nécessite de revenir sur les mobilisations culturelles qui les ont précédées. Mobiliser et se mobiliser culturellement signifie représenter la guerre de façon qui la rend acceptable. Nous appelons ces systèmes de représentations, à la suite des historiens rattachés au centre de recherche de Péronne, *cultures de guerre*. Suivant John Horne, il faut étudier la période de l'après-guerre en rapport avec les *cultures de guerre* : « Chacun de ces aspects des cultures de guerre et des sociétés en guerre eut son pendant – potentiellement du moins – dans la démobilisation. »¹ L'enquête sur les démobilisations culturelles consiste ainsi à revenir sur les caractéristiques des cultures de guerre et à suivre leur devenir dans l'après-guerre.

La NRF comme champ d'investigation

« Professionnels de la manipulation des biens symboliques » selon Pierre Bourdieu, les intellectuels sont un objet d'étude indispensable pour la compréhension des cultures de guerre, des mobilisations et démobilisations culturelles. *La Nouvelle Revue française* est une revue littéraire, fondée par André Gide et un groupe d'amis en 1908-1909. Elle devient, autour de 1930, une institution culturelle de première importance, hégémonique pour une certaine culture lettrée en France et avec un rayonnement international. Or cette institution n'a jamais été étudiée en rapport avec la Première Guerre mondiale. En comblant la lacune dont souffre la période de la Grande Guerre dans l'histoire de *La NRF*, j'ai souhaité réintégrer la guerre dans l'histoire intellectuelle française. Grâce aux acquis de l'histoire culturelle de la Grande Guerre, j'ai examiné le groupe de *La NRF* en termes de mobilisation, remobilisation, démobilisation culturelles. Cela a permis de s'interroger sur l'implication des animateurs de *La NRF* dans la culture de guerre, et de voir comment celle-ci évolue dans la période qui va de la guerre à l'après-guerre.

¹ J. Horne, « Introduction », in « Démobilisations culturelles après la Grande Guerre », dossier, 14-18, *Aujourd'hui, Today, Heute*, 5, 2002, p. 43-193, p. 46. Le colloque sur le thème « Demobilizing the Mind. Culture, Politics, and the Legacy of the Great War, 1919-1933 » s'est tenu à Trinity Collge, Dublin, du 26 au 28 septembre 2001.

Bornes chronologiques, plan, sources

L'enquête commence en août 1914, au moment du déclenchement de la guerre. La revue cesse de paraître pour toute la durée de la guerre. La première partie du travail analyse le fonctionnement du groupe lié à la revue dans cette période d'absence d'activité. À partir des correspondances, journaux et carnets, j'ai reconstitué les milieux de *La NRF* tant pour son noyau dur des fondateurs et de collaborateurs les plus assidus que pour le cercle plus large des écrivains qui s'y attachent (Claudel, Martin du Gard, Valéry, Proust...). J'ai analysé les modes de mobilisations sur le plan individuel ainsi que les textes littéraires publiés par ces écrivains pendant la guerre sans oublier le rôle de Gaston Gallimard dans le maintien des activités des éditions pendant la guerre.

La seconde partie du travail couvre la période de 1919-1925, se présentant comme un bloc homogène en raison de la direction de la revue par Jacques Rivière (mort subitement en février 1925). En plus des sources consultées pour la première partie du travail, la collection de la revue elle-même a été systématiquement dépouillée. Les textes parus dans la revue ont été analysés en rapport avec l'expérience de guerre de ses auteurs dans l'objectif de repérer les fluctuations de la courbe de la mobilisation-remobilisation-démobilisation culturelle de la guerre.

Résultats

1. Chronologie de la démobilisation : l'analyse de notre échantillon a confirmé l'hypothèse selon laquelle la crise de **1917** correspondait largement à une lassitude croissante, ressentie dès 1916, et qui se traduisait par un affaiblissement de certains éléments de la culture de guerre, en particulier en ce qui touche à la résignation d'aller jusqu'au bout, à la conviction que la guerre ne peut se conclure que par la victoire écrasante. Cette tendance a été renversée par la suite, avec les remobilisations de 1918.

En **1919**, au lendemain de la victoire, se met en place « un champ de forces puissant à travers lequel la Grande Guerre entretint son magnétisme pendant l'ensemble de l'entre-deux-guerres », un champ de forces constitué par la « démobilisation culturelle et [le] refus de démobilisation, voire [la] volonté de remobilisation pour les guerres futures² ». L'analyse des fascicules de *La NRF* révèle une position complexe, ambiguë et équivoque. En effet, dans la période de 1919-1922, elle semble constituer elle-même un microcosme de ce « champ de forces » composé de démobilisation culturelle, refus de démobilisation, remobilisation et refus de remobilisation. Véhiculant à la fois des représentations qui puisent dans l'imaginaire de la guerre et dans un rejet de la guerre, dans un culte du sacrifice et dans les doutes sur sa signification, dans des certitudes d'ordre ethnique et dans une opposition au nationalisme, dans un souci de monopoliser le domaine du « génie français » et dans une autocritique des manifestations chauvines, *La NRF* se trouve en prise avec des contradictions multiples.

C'est en **1923**, que son message devient plus cohérent, et que sa ligne éditoriale apparaît conforme à une politique de démobilisation culturelle. L'événement qui déclenche directement cette consolidation est l'occupation de la Ruhr, couronnement logique de la politique menée par Poincaré depuis 1919, fondée sur le refus de la démobilisation politique. Au moment de l'opération militaire dans la Ruhr, cette politique est perçue, par les acteurs les plus importants de *La NRF*, comme une reprise de la guerre, cette fois non justifiée. La peur du renouvellement du conflit renforce, dans *La NRF*, le refus de remobilisation. *La NRF* sort alors de sa réserve, et exprime ouvertement son opposition à cette politique.

2. La démobilisation culturelle tel qu'elle se met en place dans *La NRF* dans la période de 1919-1925 s'appuie sur un changement idéologique significatif. Comparé à sa première période (1908-1914), *La NRF* de Rivière est plus engagée politiquement : le nationalisme d'avant 14 s'est atténué, elle adopte une position européenne et libérale. À partir de 1923, on peut considérer *La NRF* comme l'un des relais européens d'une culture de paix, directement issue de la culture de guerre de 14-18 et fondée, en large mesure, sur un oubli délibéré de la guerre, comme si cet oubli était le prix à payer pour le passage de la guerre à la paix.

Lors de la discussion, lancée par Rémy Cazals, il a été souligné que l'utilisation du terme 'culture de guerre' peut être problématique en raison d'une pléthore de définitions parfois contradictoires. Pour le noyau dur, cette culture se polarise sur la haine et la diabolisation de l'ennemi et est en ce sens matrice de

² *Ibid.*, p. 49.

la guerre. On pourrait toutefois y inclure les lancinantes litanies des soldats contre la guerre, caractéristiques d'une défiance généralisée. Certains ont essayé de trouver des passerelles en parlant de cultures de guerre (au pluriel) (Antoine Prost), en admettant des dégradés (Stéphane Audouin-Rousseau), voire en utilisant des guillemets (John Horn). On pourrait de manière peu satisfaisante parler par opposition de culture de paix ou de temps de paix, mais une culture se constitue sur une très longue période et la guerre a généré des représentations manichéennes et un discours empreint de langue de bois. Un autre aspect intéressant à ce sujet est l'interdépendance entre milieux d'affaires et intellectuels. Ces derniers sont-ils le reflet de la grande conjoncture politique ou ont-ils digéré cette conjoncture de manière intellectuelle?

Enfin, ne faudrait-il pas parler de prémobilisation culturelle dès 1905-1910, laquelle a conditionné le succès de la mobilisation culturelle, et découpler mobilisation culturelle et militaire.

Béatrice Bonniot (Université de Paris XII), a ensuite présenté ses travaux sous la forme d'un exposé intitulé **Culture de puissance, culture de défaite. Carl Heinrich Becker de l'empire wilhelminien à la république de Weimar (1914-1933) :**

Titulaire depuis le 1^{er} septembre 1913 de la chaire de langue arabe et d'histoire de l'Orient à l'université de Bonn, Becker n'échappe pas à la fièvre patriotique qui saisit le peuple allemand durant l'été 1914. Inapte à servir sa patrie par les armes, l'orientaliste contribue notamment par ses publications scientifiques à la propagande de guerre des intellectuels allemands, célébrant les « idées de 1914 » qui galvanisent la société allemande et la rassemblent contre l'ennemi commun. Chargé en mai 1916 par le ministère prussien des Affaires culturelles de la gestion du personnel enseignant pour l'ensemble des universités prussiennes, il prend néanmoins ses distances avec la politique des associations et des partis, et ne renouvelle plus son soutien à l'aile annexionniste de ses collègues. Dès 1917, son *Mémoire sur la promotion de l'étude des civilisations étrangères* situe sa priorité dans le champ de la politique culturelle. Au-delà de l'affrontement militaire, et quelle qu'en soit son issue, l'Allemagne ne peut aux yeux de Becker faire l'économie d'une réflexion sur son identité et sa place au sein du monde contemporain, et c'est au moyen d'armes culturelles qu'elle doit affirmer sa puissance.

L'accueil réservé par Becker à la paix est mesuré. Il n'est du reste quasiment jamais question de « paix » sous sa plume, mais « d'effondrement ». S'il dénonce « le diktat » de paix de Versailles, son attitude est avant tout pragmatique et témoigne d'une position raisonnée qui caractérise son adhésion au nouveau régime. Constatant avec pragmatisme la faillite du militarisme allemand, Becker attribue principalement l'échec de ce dernier au déficit d'identité nationale qu'il a signifié pour l'Allemagne. Convaincu que seules les armes intellectuelles sont à même de surmonter le particularisme caractérisant le peuple allemand, Becker plaide en 1918/19 pour un véritable programme d'intégration nationale par l'éducation et la culture. Il suggère de partir de « l'idée d'une grande nation culturelle » pour fédérer le peuple allemand, et de favoriser le sentiment d'appartenance à la culture allemande (*Kulturbewußtsein*) plutôt qu'à l'Etat allemand (*Staatsbewußtsein*). La priorité n'est pas à ses yeux de construire la paix, que les vainqueurs ont d'ores et déjà imposée et définie, mais avant tout de (re)construire la nation allemande. Rappelant que l'idée est le plus puissant instrument de pouvoir dont dispose l'Etat, Becker se fait le fervent défenseur de l'attribution au Reich de compétences en matière de politique culturelle, et appelle à sauver l'âme allemande en suivant une troisième voie propre à l'Allemagne, entre bolchevisme et démocraties occidentales. Pour autant ce nationalisme culturel n'est pas un programme expansionniste. Il constitue aux yeux de Becker un préalable indispensable à la bonne intelligence des peuples. Selon lui, celle-ci n'est en effet envisageable qu'à travers la rencontre de nations puissantes, confrontant leur identité culturelle sur un pied d'égalité.

Dans le contexte de stabilisation économique et politique de la deuxième moitié des années 1920, la question des échanges internationaux notamment scientifiques et culturels, et plus généralement celle du rapprochement entre les peuples occupent une place de plus en plus prépondérante dans les

préoccupations du ministre Becker. Il apporte son soutien au mouvement paneuropéen de Coudenhove-Kalergi, et multiplie les contacts avec les représentants de nombreuses nations européennes. Il cultive notamment des liens particuliers avec la Hongrie, dont le ministre de la Culture Klebelsberg mène un combat qu'il estime proche du sien. Il amorce par ailleurs, avec une réserve prudente, le rapprochement franco-allemand, acceptant de recevoir en septembre 1925 son homologue français Anatole de Monzie à Berlin. Si l'enjeu est bien, à travers ces liens transnationaux, d'empêcher que se développe de nouveau, en Europe, l'état d'esprit qui a conduit à la guerre mondiale, le souci de Becker reste l'affirmation et la reconnaissance d'une Allemagne culturellement puissante.

Au cours de la discussion, les nuances susceptibles d'être apportées à ce portrait ont été soulignées et les connexions possibles avec d'autres objets de recherche évoquées. Sans nier l'idéalisme et le rôle du système éducatif, notamment en Prusse, on constate que l'idée de sauvegarder l'unité du Reich par la politique culturelle fut un échec en raison d'une sous-estimation du confessionnalisme et du fédéralisme. Envisager la substitution d'un Etat dirigé par des professeurs et hauts fonctionnaires éclairés, d'une « logocratie » à l'Etat militariste prussien était également quelque peu utopique et relevait d'un idéalisme purement politique. L'idée certes sincère d'une réconciliation européenne ne doit pas faire oublier celle de la reconnaissance d'une Allemagne culturellement puissante empreinte d'un certain chauvinisme, se référant explicitement à Fichte.

Dans ce contexte, il peut y avoir profit à consulter les actes du colloque de Privas «Penser la défaite» publiés sous la direction de Pierre Laborie et Patrick Cabanel, ainsi que l'ouvrage de l'instituteur français Albert Thierry intitulé *Les conditions de la paix*.

Ouvrages cités lors de la discussion :

MÜLLER Guido, *Weltpolitische Bildung und akademische Reform. Carl Heinrich Beckers Wissenschafts- und Hochschulpolitik, 1908-1930*, Cologne : Böhlau Verlag, 1991, 447p. (Thèse de doctorat, Université de Aachen, 1989).

SCHIVELBUSCH Wolfgang, *Die Kultur der Niederlage. Der amerikanische Süden 1865, Frankreich 1871, Deutschland 1918*, Frankfurt/M. : Fischer Taschenbuch Verlag, 2003 [Berlin : Alexander Fest Verlag, 2001].

THIERRY Albert, *Les conditions de la paix. Méditations d'un combattant*, Paris : P. Ollendorff, 1918, 193p.

Compte rendu rédigé par Laure-Anne DOLLIAT (Mastérante, Université Lumière Lyon 2)